

# Des luttes en perspectives. À l'IEP comme ailleurs !

Le monde universitaire connaît une crise sans précédent orchestrée par le gouvernement et marquée par une déréglementation néolibérale croissante, un retrait de l'Etat au niveau budgétaire et une précarisation croissante des étudiants. Le gouvernement de droite, sous des prétextes "budgétaires techniques",

fait le choix politique de la sélection sociale et de la privatisation de l'enseignement supérieur. À ce contexte global, la seule réponse est un syndicalisme fort, de lutte et de masse, unitaire, démocratique, indépendant de tout parti politique et qui permet à tous de participer à la défense des étudiants et



du service public dans une perspective autogestionnaire.

**SUD Étudiant :** SUD Étudiant est un syndicat de lutte et de transformation sociale. Anti-fasciste, **c'est quoi ?** anti-raciste, anti-sexiste, anti-capitaliste et rejetant toutes les discriminations, notre syndicalisme est basé sur le principe d'autogestion, à l'opposé du fonctionnement bureaucratique qui caractérise les organisations étudiantes dominantes.

**Se syndiquer :** Face aux attaques libérales portées contre **pourquoi faire ?** l'université, les actions sporadiques ne peuvent suffir à inverser la vapeur. Il est nécessaire de construire une structure permanente, combinant la réflexion et l'action sur le long terme et permettant d'élaborer une stratégie nationale. Se syndiquer aujourd'hui, c'est entrer en résistance, c'est refuser l'élitisme, le mercantilisme, la logique libérale qui voudrait que réussir se fasse au dépend des autres. Se syndiquer aujourd'hui, c'est montrer sa volonté de vouloir élaborer un projet alternatif pour l'université et la société. Se syndiquer, c'est également soutenir l'activité et l'indépendance syndicale, c'est participer à la vie démocratique du syndicat et au développement d'une réelle citoyenneté étudiante pour que le "supermarché du savoir", l'université, redevienne un lieu de vie et de réflexion en lien avec la vie sociale qui l'entoure.



## IEP de Lille : une situation et une politique désastreuse



À l'IEP de Lille les étudiants sont aussi les victimes de la régression généralisée de leurs droits et du renforcement de la reproduction sociale. Les initiatives de "démocratisation" comme PEI ne sont que des "coups de pub" dont le but est de cacher une réalité bien différente !

## Frais d'inscription : l'augmentation généralisée est un choix politique.

L'IEP a en effet pratiqué en 2010, malgré la mobilisation des étudiants, une augmentation généralisée des frais d'inscription (30%) sous de faux prétextes dits "techniques". L'IEP manque de moyens mais cette augmentation n'était pas une nécessité (excédent budgétaire de près de 300.000 euros) et la direction s'est obstinée à refuser toute nouvelle demande de moyens à l'Etat. Même si les boursiers sont

exonérés de ces frais d'inscription en filière générale, le calcul des bourses selon les revenus des parents laisse sur le côté des étudiants précaires à la limite du seuil ou en rupture familiale.

FIFB et ESJ : des frais exorbitants... y compris pour les boursiers.

Il est, en effet, important de souligner que les étudiants boursiers de FIFB n'ont pas la chance d'être exonérés : à cause d'un bricolage juridique indigne, tous les étudiants de FIFB, boursiers ou non, payent jusqu'à 4.000 euros l'année. Et la direction a toujours refusé de trouver 40.000 euros (soit 0,01% du budget annuel) pour résoudre cette situation scandaleuse.

Partenariats et doubles frais d'inscription.

Enfin la multiplication des partenariats avec des écoles privées ou avec des universités étrangères créent des "doubles frais d'inscription" dont les boursiers ne sont jamais totalement exonérés. Ainsi une année en double diplôme ESJ-IEP coûte 5.000 euros pour les non-boursiers, 3.900 euros pour les boursiers : un coût plus que scandaleux quand on connaît la précarité du métier de journaliste. Et, qui plus est, un coût qui aurait pu être évité si l'IEP avait signé des accords avec des écoles de journalisme publiques.



## Les partenariats public-privé en plein essor : un danger pour les étudiants !

La multiplication des partenariats public-privé est un risque pour tous les étudiants. En effet les frais d'inscription sont d'abord très

élevés (plusieurs milliers d'euros), y compris pour les boursiers, ce qui accentue la sélection économique et sociale. Mais ces partenariats sont aussi le prétexte à la fin des dérogations autrefois possibles en M2. Il faut aussi signaler les pratiques peu transparentes des

établissements privés : les étudiants ne sont que très rarement associés à la politique d'établissement. Sur cette dernière question, le cas de l'ESJ est très éloquent : une gestion financière semblerait-il douteuse et des étudiants ignorés, exclus des instances de l'établissement. Enfin, avec ces accords, l'IEP signe une clause de non-concurrence empêchant parfois des étudiants de bénéficier de la mutualisation inter-IEP (pour le journalisme par exemple).



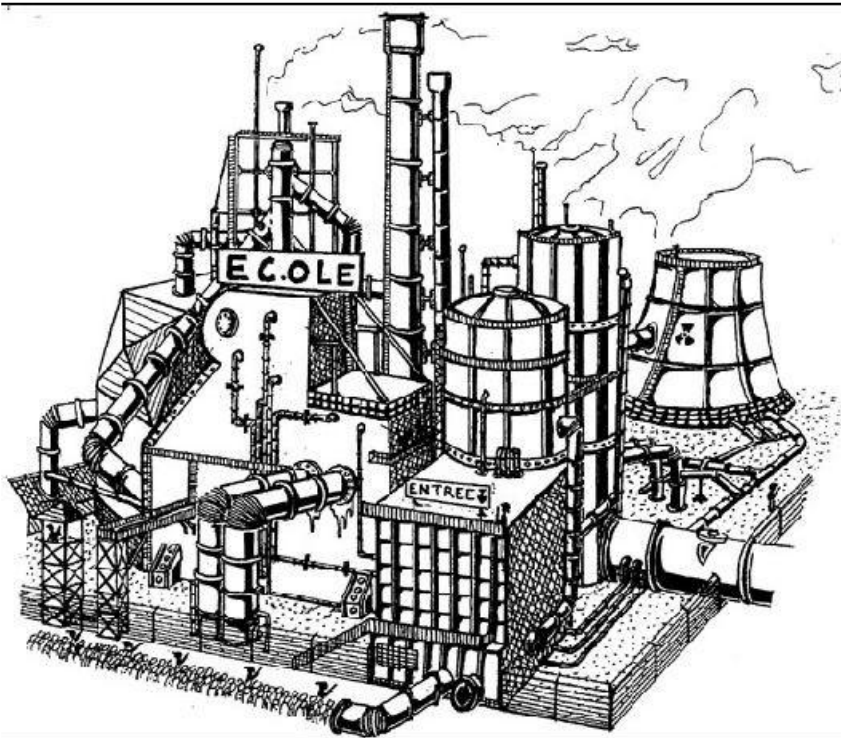
## Réforme des masters : une réforme anti-démocratique, sélective et désastreuse !

La réforme a été menée de manière anti-démocratique et précipitée. La direction a toujours refusé toute critique de "sa réforme" allant jusqu'à faire passer, en force, la veille des élections étudiantes de 2010 et en plein mois de juin 2011, les nouvelles maquettes et la procédure d'admission en master (contenue dans le règlement des études). À chaque fois, la majorité des élus étudiants s'y sont opposés. En guise de consultation, on leur a simplement signifié qu'il n'y avait pas d'alternative et que les "dommages collatéraux

étaient inévitables". Mais cette réforme est surtout mauvaise dans le fond. Avec le passage de 5 à 3 spécialités, la procédure d'admission devient totalement sélective et discrétionnaire : même si l'IEP ne peut rejeter ses étudiants, il peut choisir leur orientation à leur place. Les nouvelles maquettes sont taillées sur mesure pour les parcours "à la mode" ("développement soutenable", "partenariats public-privé", "communication publique et corporate") en transformant progressivement l'IEP en un temple de la doxa écolo-



libérale anglicisée. Cette réforme rejette les filières peu gratifiantes aux yeux du marché : la recherche n'existe plus qu'en M2. Idem pour l'urbanisme ou les PrépaCapesAgreg d'histoire et de SES ! Que font en M1 les étudiants qui s'orientent vers ces filières ? Même si une réforme était nécessaire, celle-ci est catastrophique. Aujourd'hui c'est une remise à plat totale de la réforme et une réflexion de fond sur l'avenir de l'IEP qui s'imposent.



## Règlement des études : une (autre) réforme nécessaire.

Le système de compensation des notes, les modalités de contrôle de connaissance et, plus largement, le règlement des études sont totalement flous pour la plupart des étudiants. Alors que plus de

40% des étudiants vont aux rattrapages, moins de 10% redoublent. En plus d'être financièrement coûteux, cela est risible : on fait revenir des étudiants qui sont assurés d'avoir leur année. Une

simplification du règlement des études au profit des étudiants s'impose donc avec une généralisation de la compensation annuelle.

## Pas de politique informatique à l'IEP.

Depuis plusieurs années, le système informatique de l'IEP est dans un état catastrophique : pas de sécurisation, multiplication des virus, problèmes avec les bornes wifi... Le manque de moyens par rapport aux objectifs affichés et des décisions hâtives comme la séparation du SI de Lille II ont provoqué cette situation. La refonte du site, jugée révolutionnaire il y a 6 mois,

est aujourd'hui remise en cause par la direction qui songe à un nouveau site. En effet, le site actuel, techniquement très bon, n'est simplement pas maîtrisé.

Mais ce qui est à déplorer, c'est surtout une politique informatique non transparente avec une direction qui néglige l'avis du service informatique et refuse d'informer les élus étudiants

sur les "progrès" dans ce domaine, peut-être pour masquer son incompetence. De plus, alors que l'IEP s'est verbalement engagé dans la voie du logiciel libre, aucun effort n'a été réalisé : les logiciels libres sont pourtant plus sûrs, la plupart gratuits, souvent plus efficaces en cohérence avec le principe de libre circulation de la connaissance et de l'innovation.

## Communication de l'IEP : publicité mensongère et explosion du budget.

En développant une communication proche de celle des écoles de commerce, l'IEP affiche son objectif d'attractivité, objectif coûteux et contestable. La création d'une "boutique Sciences Po Lille en ligne", une publicité mensongère sur des plaquettes (portant notamment sur des accords avec l'EM-Lyon, ou Audencia, ni votés ni appliqués), des critères de subvention des associations

basés en partie sur "la propagation de l'image de l'IEP" ou l'explosion du budget publicité/publication (23.000 euros) sont les signes inquiétants d'une politique de l'image qui

tourne à la mégalomanie et au ridicule. Le problème est que ce sont les étudiants qui en sont les victimes collatérales.



**Les raisons de se révolter ne manquent pas.  
Syndique-toi et lutte !**

**OSER LUTTER  
OSER VAINCRE**



## Contacte nous :

- Site internet :

<http://www.sud-etudiant.org/lille>

- Adresse mail :

[lille@sud-etudiant.org](mailto:lille@sud-etudiant.org)

- Contacte un militant sur l'IEP :

06 10 63 12 24 (Manu)

06 74 14 11 67 (Pablo)